

MAURITANIE**Mécontent du régime, un homme s'immole par le feu à Nouakchott**

Un homme a tenté de s'immoler par le feu hier à Nouakchott pour protester contre le régime du général Mohamed Ould Abdel Aziz, imitant le geste d'un jeune Tunisien qui a marqué en décembre le début d'émeutes meurtrières, selon des témoins.

Yacoub Ould Dahoud, 43 ans, a arrêté dans la matinée sa voiture devant le Sénat, situé à quelques mètres de la présidence, et s'est aspergé d'un liquide inflammable à l'intérieur de son véhicule, avant d'y mettre le feu, selon ces témoins. La police est intervenue rapidement et l'homme a été évacué vers un hôpital pour y être soigné de brûlures au visage et aux



Le général Mohamed Ould Abdel Aziz.

pieds, a indiqué une source hospitalière. Aucun détail n'était disponible sur son état de santé hier en début d'après-midi.

Selon des journalistes qu'il avait alertés quelques minutes auparavant pour les prévenir de son acte, il entendait agir

ainsi parce qu'il était «mécontent de la situation politique du pays et en colère contre le régime en place» à Nouakchott.

La Mauritanie est dirigée par Mohamed Ould Abdel Aziz, un général arrivé au pouvoir par un coup d'Etat militaire mené en août 2008, puis ensuite élu à la présidence de la République en juillet 2009. M. Ould Dahoud est un homme d'affaires aisé, selon ses proches, dans ce pays de quelque trois millions d'habitants qui ont un revenu moyen d'environ 760 dollars.

Le 17 décembre, un vendeur ambulant tunisien de 26 ans, Mohamed Bouazizi, s'était immolé par le feu pour protester contre la saisie de sa marchandise, déclenchant les émeutes qui ont abouti à la chute du président Zine El Abidine Ben Ali.

Photos : DR

OMAN**Manifestation contre la cherté de la vie**

Quelque 200 Omanais ont manifesté hier à Mascate pour protester contre la cherté de la vie, un phénomène rare dans cette monarchie arabe du Golfe qui semble être touchée par la révolte en Tunisie.

«La montée des prix détruit les rêves des simples citoyens», proclamait une banderole brandie par la foule, rassemblée devant le ministère de l'Habitat, alors

que la police maintenait un cordon de sécurité mais sans intervenir.

Les protestataires, qui se sont donné rendez-vous sur un simple message reçu sur leurs téléphones portables ou via internet, ont scandé des slogans contre la cherté de la vie et la corruption. «Non à la corruption. Non à la corruption», répétaient en chœur les protestataires, réclamant

«une augmentation des salaires» et «des prix fixes» pour les produits alimentaires de base, qui ont enflé ces dernières années sous l'effet de la crise financière mondiale de 2008.

Cette manifestation survient dans un contexte de craintes d'une contagion dans les pays arabes du soulèvement populaire en Tunisie ayant provoqué la chute du président Zine El

Abidine Ben Ali, qui s'est réfugié en Arabie saoudite après 23 ans de règne sans partage dans son pays.

Les manifestations sont rares dans le sultanat d'Oman, comme dans la plupart des autres monarchies pétrolières du Golfe, où les protestations de rue sont formellement interdites et où les syndicats et les partis politiques sont bannis.

LIBAN**Report des consultations pour nommer un nouveau gouvernement**

Les consultations pour nommer un nouveau Premier ministre après la chute du gouvernement de Saâd Hariri, à la suite de la démission des ministres du camp du Hezbollah, ont été reportées pour donner du temps aux efforts pour régler la crise, selon un conseiller de M. Hariri.

«Après avoir évalué les positions de différentes parties au Liban (...), le président Michel Sleimane a décidé de reporter les consultations parlementaires à lundi 24 janvier et mardi 25 janvier 2011», avait auparavant annoncé un communiqué du président de la République.

Ces consultations entre le président Sleimane et les groupes parlementaires devaient au départ commencer hier, à la suite de l'effondrement le 12 janvier de la coalition gouvernementale, provoquée par la démission des ministres du puissant parti chiite Hezbollah et de ses alliés.

Cette crise a pour origine l'acte d'accusation du Tribunal spécial pour le Liban (TSL) chargé de l'enquête sur le meurtre en 2005 de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri. La remise de l'acte d'accusation au juge de la mise en état était attendue hier lors d'une audience à huis clos au siège du tribunal, près de La Haye. Plusieurs médias étrangers ont indiqué que le TSL mettrait en cause des membres du Hezbollah. Les mises en accusation, confidentielles, seront remises par le procureur Daniel Bellemare au juge de la mise en état, Daniel Fransen, chargé de les

examiner en vue de leur confirmation, un processus qui peut prendre de «six à dix semaines». Le puissant mouvement armé a prévenu dimanche qu'il se «défendrait» contre toute charge. Mohamed Chatah, conseiller du Premier ministre en exercice, a salué hier «les efforts actuellement déployés, à l'intérieur et à l'étranger» pour sortir de l'impasse, faisant notamment référence à la réunion des dirigeants syriens, turcs et qataris ce jour à Damas.

«Toutes ces choses sont destinées à trouver un moyen de régler la crise ou faire en sorte que l'impasse politique ne dégénère pas en quelque chose de pire», a-t-il déclaré à l'AFP. Il a cependant regretté que la solution vienne de l'extérieur : «De notre point de vue, le fait que cela se



Le président Michel Sleimane a décidé de reporter les consultations parlementaires à la semaine prochaine.

déroule ailleurs laisse un goût amer.» «Après tout, il s'agit d'une crise politique libanaise, dont l'adresse doit être ici.» Il a affirmé que le bloc de M. Hariri ne se joindrait pas à un gouvernement dirigé par quelqu'un d'autre que le

Premier ministre en exercice. M. Chatah a en outre souligné qu'«il est clair pour beaucoup d'entre nous qu'il sera en effet très difficile de former un gouvernement quels que soient les résultats des consultations».

CÔTE D'IVOIRE**M. Odinga porteur d'une «nouvelle offre de paix» à Laurent Gbagbo**

Le Premier ministre kényan Raila Odinga, médiateur de l'Union africaine pour la crise politique en Côte d'Ivoire, est porteur d'une «nouvelle offre de paix» au président sortant Laurent Gbagbo, a-t-il déclaré hier à l'AFP avant son départ pour Abidjan.

M. Odinga s'est cependant refusé à détailler ces propositions. Il s'est entretenu dimanche soir à Abuja avec le président nigérian Goodluck Jonathan, président en exercice de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao). «Ma mission est un nouveau test pour voir si nous pouvons résoudre pacifiquement la crise. Nous verrons la réaction (de Laurent Gbagbo) à la nouvelle offre de paix que nous lui ferons. Nous avons l'espoir de résoudre la crise», a-t-il dit.

La durée de la mission de M. Odinga en Côte d'Ivoire n'a pas été précisée. Son porte-parole a indiqué qu'elle dépendrait des entretiens sur place. Le Premier ministre kényan a annoncé qu'il pourrait se rendre ensuite pour consultations dans d'autres pays africains tels le Ghana, l'Angola, le Burkina Faso et le Kenya. Il a déjà rencontré plusieurs présidents (Bénin, Cap-Vert, Sierra Leone). Le Ghana, membre de la Cédéao, a exclu d'envoyer des troupes en Côte d'Ivoire et l'Angola est l'un des rares pays à soutenir Laurent Gbagbo.

Alassane Ouattara, reconnu comme le nouveau président ivoirien par la quasi-totalité de la communauté internationale, a appelé à l'usage de la force pour chasser du pouvoir Laurent Gbagbo, alors que celui-ci se déclare comme le seul président légitime. La Cédéao a menacé ce dernier d'une opération militaire s'il refuse de céder le pouvoir, mais la mise sur pied d'une telle opération s'avère difficile.

M. Odinga est accompagné dans sa mission par l'ancien ministre des Affaires étrangères de la République démocratique du Congo (RDC) Bizima Karaha, dont l'expérience diplomatique et la connaissance du français permettront d'épauler le Premier ministre kényan dans sa mission.

Ce dernier a réitéré sa volonté de trouver une issue pacifique à la crise et de considérer l'option militaire de la Cédéao comme une solution de «dernier recours».